

L'ENJEU IRANIEN

Jean-François Bayart

Directeur de recherche au CNRS-CERI, Président du Fonds d'analyse des sociétés politiques (FASOPO)

Vingt-sept ans après la Révolution islamique (1978-1979), la prise en otages des diplomates américains en poste à Téhéran (novembre 1979) et le déclenchement de la guerre d'agression de Saddam Hussein (1980-1988), l'Iran reste au cœur des tensions régionales et internationales. Cela peut sembler paradoxal car, dans les faits, la politique étrangère du nouveau régime a été beaucoup plus modérée que l'image que l'on s'en fait. L'Imam Khomeyni a vite renoncé au mirage néo-trotskyiste d'une révolution panislamique qui aurait transcendé le clivage confessionnel entre sunnites et chiïtes et se serait étendue dans l'ensemble des pays musulmans, pour privilégier l'intérêt d'État. L'Iran n'a aucune revendication territoriale irrédentiste et a renoncé à ses visées implicites sur Bahreïn. Son contentieux sur les îlots des deux Tomb et de Abou Moussa avec les Émirats arabes unis n'a jamais dégénéré en conflit militaire et procède d'un accord secret entre le Royaume-Uni et le Shah Mohammed Reza Pahlavi, au moment du retrait britannique du Golfe. La République islamique a certes recouru au terrorisme international pour riposter au soutien que la France et les États-Unis apportaient à l'Irak ou pour liquider des opposants en exil, mais son triste bilan en la matière n'est pas plus accablant que celui d'autres régimes moyen-orientaux, tels que la Syrie, la Libye ou l'Algérie. Par ailleurs elle a été un facteur de modération dans les conflits du Caucase et du Tadjikistan depuis leur éclatement, dans les années 1990.



Pourtant elle demeure une paria du système international, que l'Europe tient en suspicion et que l'administration Bush a classée dans l'« axe du mal » en 2002. Le traumatisme qu'ont laissé dans les esprits la prise d'otage de 1979 et les attentats des années 1980 à Beyrouth et à Paris explique en partie que les tentatives successives de normalisation entre Téhéran et Washington aient avorté après la guerre du Koweït de 1991, au cours de laquelle l'Iran avait affiché sa neutralité, ou au lendemain de l'élection du réformateur Mohammed Khatami à la présidence de la République en 1997, ou encore après les attentats du 11 septembre 2001, qu'avait condamnés la République islamique, et le renversement des talibans afghans, ses ennemis jurés, en décembre de la même année. Cette mémoire douloureuse empêche également que les capitales occidentales accordent leur confiance au gouvernement iranien dans le domaine nucléaire et ont parasité les négociations qui se sont engagées en 2003 entre, d'une part, l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) et l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, de l'autre, la République islamique, au sujet du programme d'enrichissement de l'uranium de cette dernière et de son respect du Traité de non prolifération nucléaire. En mars-juin 2006 l'esquisse d'un dialogue entre Téhéran et Washington, si elle a redonné à la diplomatie ses chances, n'a pas fondamentalement changé les données du problème.

De manière plus tangible la ligne anti-sioniste résolue que défend l'Iran depuis 1979 et qu'il a réactualisée en prenant la tête du « front du refus » des accords d'Oslo de 1993 a également contribué à l'isoler diplomatiquement dans les pays occidentaux et même au Moyen-Orient. D'autant que le président Mahmoud Ahmadinejad, après son élection en juin 2005, a repris à son compte les formulations les plus radicales des débuts du régime, vouant à la destruction l'« entité sioniste », et y a ajouté à plusieurs reprises des propos « négationnistes » inédits dans le discours diplomatique de la République islamique. Le programme balistique que développe cette dernière depuis les années 1980 et les probables finalités militaires de son programme nucléaire sont évidemment décryptés dans ce contexte.

Cependant il n'est pas certain que les autorités israéliennes prennent elles-mêmes au pied de la lettre les menaces de destruction de leur État que profèrent certains des responsables iraniens. Ces derniers savent pertinemment que toute attaque du territoire hébreu entraînerait une riposte automatique et massive. De ce point de vue le Moyen-Orient vit déjà dans l'ère de la dissuasion nucléaire, univoque et à l'avantage de Jérusalem, singulièrement depuis que la Turquie a facilité son rapprochement diplomatique avec Islamabad en 2005-2006. L'Iran, quant à lui, s'en tient avec plus ou moins de réalisme à la défense de son intérêt national que paramètrent quelques éléments de base : le respect de sa souveraineté et de son indépendance, chèrement acquis lors de la Révolution de 1979 après deux siècles de pertes territoriales et d'ingérences étrangères ; la sanctuarisation

militaire de son sol ; l'affirmation de son rang à l'échelle régionale et internationale. Ces objectifs s'inscrivent dans la droite ligne de ceux que poursuivait Mohammed Reza Shah. Ce fut en particulier ce dernier qui lança le premier programme nucléaire du pays en 1974, suspendu au lendemain de la Révolution, repris au milieu des années 1980 pour rétablir le rapport de force stratégique avec l'Irak, et accéléré après la guerre du Koweït de 1991 et la démonstration de la supériorité militaire écrasante des États-Unis dans ce nouveau type de conflit. Littéralement encerclé par le déploiement de l'armée américaine dans le Golfe et en Asie centrale, entouré de puissances nucléaires (Inde, Pakistan, Israël, Russie, Chine), l'Iran est certainement tenté de se doter de la bombe, ou tout au moins d'atteindre le seuil nucléaire à toutes fins utiles, à l'image du Japon. Mais il entend aussi devenir maître de l'une des technologies de pointe du monde moderne et préparer l'après-pétrole bien que cette échéance apparaisse dans son cas lointaine du fait de ses énormes réserves d'hydrocarbures.

Ici survient un premier malentendu entre Téhéran et les capitales européennes. Ces dernières – à l'inverse de Washington – veulent préserver le Traité de non prolifération de 1968 dont est signataire l'Iran et, entre autres pour cette raison, ne sont pas prêtes à accepter de celui-ci ce qu'elles ont toléré de l'Inde et du Pakistan, États non signataires. Leur perspective est en grande partie tributaire du respect et de la promotion multilatérale du droit international. Mais l'intérêt premier de l'Iran est d'ordre national, ce qui ne signifie pas pour autant qu'il souhaite se retirer du TNP, sauf à y être contraint.

Or, dans cette partie de bras de fer, la République islamique dispose d'atouts que sous-estiment vraisemblablement les chancelleries européennes. Elle jouit du soutien tacite ou de l'indulgence d'États tiers – le Brésil, la République sud-africaine, l'Égypte, l'Algérie, et même l'Indonésie - qui n'entendent pas hypothéquer définitivement leur propre avenir nucléaire ou qui n'acceptent pas l'hégémonie occidentale. Elle certifie vouloir faire bénéficier les pays arabes et musulmans de ses avancées technologiques pour dissiper les alarmes des pétromonarchies du Golfe avec lesquelles elle a amélioré ses relations depuis le milieu des années 1990 et pour séduire leurs opinions publiques. Elle conserve une capacité d'influence et de nuisance dans son environnement régional, notamment en Afghanistan, en Irak, en Syrie, au Liban et en Palestine, qu'accroît encore l'incapacité des Occidentaux à nouer un dialogue politique avec les mouvements islamo-nationalistes tels que le Hamas et le Djihad palestiniens ou le Hezbollah libanais. La République islamique peut aussi bouleverser l'échiquier de sa propre initiative en ouvrant à tout moment une relation directe avec les États-Unis qui court-circuiterait l'Europe et la laisserait Gros-Jean comme devant. Elle est également susceptible de recourir derechef au terrorisme, l'arme classique du faible,

ou d'enflammer le marché mondial des hydrocarbures en ménageant simultanément ses intérêts d'exportatrice bénéficiaire de l'augmentation des cours.

De ce point de vue Téhéran trouve des oreilles complaisantes au nord et à l'est. Outre le fait que la Russie n'entend pas se priver des revenus que lui procure sa coopération nucléaire avec l'Iran, elle a signé avec celui-ci, en juin 2006, un important accord gazier qui ouvre la voie à la construction, par une filiale de Gazprom, du gazoduc le reliant au Pakistan et à l'Inde, dont le projet remonte à 1996 mais dont la réalisation avait été constamment repoussée du fait des relations tendues entre New Delhi et Islamabad. Un partage du marché mondial du gaz s'ébauche de la sorte entre la Russie et l'Iran qui se réservent respectivement l'Europe et l'Asie du Sud. Pour amoindrir sa dépendance par rapport à Moscou l'UE a réagi en relançant les projets d'interconnexion gazière entre l'Iran et la Turquie, mais elle est sur la défensive et a un temps de retard dans la manœuvre. En outre la République islamique demeure un fournisseur crucial pour le Japon et, de plus en plus, la Chine. La participation remarquée de l'Iran à l'Organisation de coopération de Shanghai, pour le moment au titre d'observateur, symbolise son ancrage croissant en Asie, qui modifie les termes de sa future et encore problématique adhésion à l'Organisation mondiale du commerce. Forte de sa situation géographique, de ses ressources naturelles et de la taille de son marché intérieur, la République islamique, bien au-delà de l'avenir du seul Traité de non prolifération, est devenue un enjeu majeur de l'équilibre entre les États-Unis, l'Europe, la Russie et les puissances industrielles asiatiques.